

BECHAR

Décharge publique anarchique en ville

Certains citoyens ont été choqués par la découverte, il y a quelques jours, d'une gigantesque décharge créée subrepticement à proximité de l'ancienne route de Kenadsa, à quelques dizaines de mètres seulement des habitations. "Ce sont les bennes tasseuses de la voirie communale qui viennent régulièrement déverser leur contenu dans cet endroit", révèle l'ouvrier d'une société outré par le spectacle désolant qu'offrent ces lieux. Avant d'ajouter : "Je pense qu'il n'y a pas de vrais responsables capables d'infliger de sévères sanctions aux auteurs de cette catastrophe".

Cette nouvelle agression reflète effectivement le laxisme, voire la démission



de certains responsables. Certes de grands efforts ont été déployés par les agents de la voirie communale sous la pression du wali qui, faut-il le souligner, a mis tous les moyens humains et matériels à la disposition de l'APC pour le nettoyage de la ville.

Ces efforts sont perceptibles à travers quelques quartiers à l'instar de haï

Badr. Mais cette agression écologique en milieu urbain a tout gâché. Collecter les ordures ménagères pour les déverser quelques mètres plus loin ! Pourtant, il existe une décharge publique contrôlée bien située. Un wali ne peut pas être au four et au moulin. Il ne peut pas suivre les camions à bennes tasseuses mais il peut, s'il le

veut, agir et sanctionner sévèrement pour mettre un terme définitif à cette situation. Un ex-wali avait qualifié Béchar de "ville la plus sale d'Algérie". Apparemment, elle n'est pas près d'abandonner ce triste record.

Par ailleurs, depuis son installation à la tête de la wilaya en avril 2006, M. Mechri ne cesse d'interpeller les services concernés sur la stricte application des instructions du gouvernement relatives aux constructions illicites et de libérer les trottoirs et autres lieux publics squattés par des commerçants. En vain. Et pourtant, lorsqu'il s'agit de petites gens la réglementation est appliquée dans toute sa rigueur et parfois avec zèle.

Lies Mourad

ORAN

Les retombées du relogement de 162 familles des Planteurs

Il y a à peine quelques jours a eu lieu une opération de relogement de 162 familles vivant dans des constructions précaires au terrain dit "Si-Ali" des Planteurs.

Ce relogement a immédiatement provoqué des réactions de contestation de la part de nombreuses autres familles qui vivaient précédemment aux Planteurs et qui attendent depuis des mois qu'on leur attribue un logement.

Ces familles contestataires, à peu près 80 en tout, ont vu elles aussi leurs habitations démolies durant la première tranche du programme de restructuration des Planteurs mais pour des raisons de recensement approximatif elles n'ont pas bénéficié de logements et vivent depuis dans la rue.

Ainsi, pour toutes celles qui sont dans ce cas douloureux, le relogement des 162 familles est très mal accepté d'autant plus, ont-ils affirmé, que "ces 162 familles n'étaient installées que depuis peu sur le terrain Si-Ali, et que la vérité c'est que leur présence aux abords d'un tronçon que devrait emprunter le chef de l'Etat lors de sa prochaine visite annoncée pour la mi-mars en compagnie du roi Juan Carlos d'Espagne serait gênante..."

Des recours ont été adressés au chef de daïra par intérim d'Oran avec l'esprit de retrouver enfin un toit pour eux et leurs enfants.

Ailleurs, dans un quartier populaire et historique d'Oran, ce sont également quelque 180 familles vivant dans la précarité qui font entendre leur voix et dénoncent ces attributions de logements sociaux dont ils se disent exclus.

Ces familles vivent depuis des années dans des immeubles délabrés se trouvant dans l'historique quartier Scalera au bas de Sid-El-Houari. Dans le cas de ces familles, la situation est même dangereuse car les vieux immeubles font face à une paroi rocheuse argileuse très instable qui menace de s'effondrer. En fait, ces situations qui ne sont pas uniques rappellent avec acuité le problème du logement social à Oran.

La demande sur le logement social est très grande alors que les programmes de réalisation de logements — 30 000 prévus pour la wilaya d'Oran — ne laissent que peu de

place au logement social peu rentable. La situation de crise du logement social risque de s'accroître dans les mois à venir puisque conformément aux instructions du gouvernement, un recensement de tous les bidonvilles ceinturant la ville d'Oran va être effectué et là encore ce seront des centaines de familles à qui il faudra procurer un logement social.

Chaque semaine, des dizaines de femmes se retrouvent régulièrement devant le siège de la daïra d'Oran pour rappeler par leur présence dans la rue qu'elles sont demandeuses de logements.

Fayçal Moulay

MOSTAGANEM

Chemouna, une cité délaissée

Dans la zone ITA, au sein même de la cité Chemouna, la situation des lieux semble être des plus préoccupantes face à la dégradation du cadre de vie des citoyens.

En effet, les voies de circulation au niveau de la zone ITA sont impraticables au point où leur dégradation avérée pose un sacré problème aux automobilistes. En période hivernale, le spectacle est désolant avec en plus de gros nids-de-poule, crêpissures et dos d'âne, de

sacrées flaques d'eau boueuse qui constituent un réel danger notamment pour les enfants et causent de sérieux désagréments aux usagers motorisés.

Il faut dire que sur le même site existe un grand atelier spécialisé dans le contrôle technique des véhicules et dans le parcage des automobiles. Imaginez donc le contraste ! En outre, dès la tombée de la nuit, cette partie de la cité est plongée dans le noir, le réseau d'électrification n'existe pas.

Une lacune qui profite aux voleurs et malfaiteurs. Par ailleurs, les résidents de la cité souffrent et subissent les conséquences d'un manque flagrant d'hygiène par manque de collecte des ordures ménagères qui constitue un autre désagrément pour ces derniers qui ne savent plus où donner de la tête. Il est temps de mettre un terme à de pareilles anomalies qui ne font qu'enlaidir affreusement nos villes et nos cités.

Sid-Ahmed Hadjar

BREVES DE TLEMCCEN

GENDARMERIE NATIONALE

Lutte contre la contrebande

Le bilan des activités de l'année écoulée, élaboré par les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen, fait état d'un regain d'activités frauduleuses. On note l'arrestation de 13 personnes impliquées dans un affaire de 37 kg de kif, 3 d'entre elles ont été présentées devant la justice. Une autre intervention s'est soldée par la saisie de 27 030 l de mazout, 5 430 l d'essence, 137 kg de dattes, 1 250 kg de sucre et 8 bouteilles de liqueur. Sur la bande frontalière, ces mêmes services ont récupéré 287 moutons, 180 baudets ainsi que 5 bovins. Pour la circulation routière, on dénombre 3 morts et 9 blessés et 224 infractions pour non-respect du code de la route.

EDUCATION

Préparations des épreuves des trois cycles

Toutes les dispositions nécessaires ont été prises par la Direction de l'éducation pour le bon déroulement des épreuves du baccalauréat, du BEF et de la 1^{re} année moyenne.

A cet effet, 199 centres ont été retenus pour les 3 cycles. Pour les épreuves du bac, ce sont 1 110 candidats qui seront répartis sur 51 centres, 45 centres sont prévus pour accueillir 10 944 candidats à l'examen du BEF. Les examens de la 1^{re} année moyenne concerneront 17 570 élèves répartis sur 103 centres.

Faïza B.

SAIDA

Deux professeurs agressés par leurs élèves

La violence en milieu scolaire est devenue monnaie courante, un mal de plus en plus difficile à guérir. Les exemples sont multiples. A la fin de la semaine dernière, un élève de 1^{re} AS du lycée Ibn-Sahnoun-Rachida, de surcroît fils d'un cadre de la direction de l'éducation, a roué de coups son professeur de physique qui lui avait demandé de quitter la classe l'ayant surpris en train de copier. Même scénario au lycée Abi-Bouamama où une dame respectable, prof de maths, a été tabassée, humiliée par un élève de 1^{re} AS. A ce titre, deux plaintes ont été déposées au niveau du commissariat de police par les deux professeurs pour atteinte à l'intégrité physique et morale avec des propos injurieux et agression. A quand une journée d'étude sur la violence scolaire ?

B. Amine